

Regula Schröder-Naef • Ruedi Jörg-Fromm

Wie wirkt sich der nachgeholt Lehrabschluss aus?

Auswirkungen der Nachholbildung auf die berufliche Weiterentwicklung der Absolventinnen und Absolventen am Beispiel des Lehrabschlusses nach Artikel 41.1 BBG

Impressum

Bern / Aarau, 2004

Herausgeber

Leitungsgruppe des NFP 43 in Zusammenarbeit mit dem
Forum Bildung und Beschäftigung und der
Schweizerischen Koordinationsstelle für Bildungsforschung (SKBF)

Editeurs

Direction du programme PNR 43 en collaboration avec le
Forum Formation et emploi et le
Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE)

© Schweizerischer Nationalfonds / Fonds national suisse

ISBN 3-908117-

Redaktion / Rédaction: Barbara Helg, Franz Horváth

Übersetzung / Traduction: Marianne Périllard

Layout / Mise en page: liberA, Basel

Satz / Composition: SKBF / CSRE

Druck / Imprimerie: Albdruk, Aarau

Sekretariat und Bestellungen / Secrétariat et commandes

Schweizerischer Nationalfonds / Fonds national suisse

Dr. Christian Mottas

Wildhainweg 20

CH-3001 Bern

cmottas@snf.ch

Download via Internet

<http://www.nfp43.unibe.ch>

Forum Bildung und Beschäftigung / Forum Formation et emploi

Prof. Dr. Karl Weber / Franz Horváth

Universität Bern, Koordinationsstelle für Weiterbildung

Falkenplatz 16

CH-3012 Bern

franz.horvath@kwb.unibe.ch

SKBF / CSRE

Entfelderstrasse 61

CH-5000 Aarau

Regula Schröder-Naef • Ruedi Jörg-Fromm

Wie wirkt sich der nachgeholtte Lehrabschluss aus?

Auswirkungen der Nachholbildung auf die berufliche Weiterentwicklung der Absolventinnen und Absolventen am Beispiel des Lehrabschlusses nach Artikel 41.1 BBG

Inhalt

	Résumé	7
	Zusammenfassung	10
1	Projektkoordinaten	13
2	Ziele und zentrale Fragestellungen	13
3	Untersuchungsfeld	14
4	Vorgehen und Methoden	15
5	Wichtigste Ergebnisse	16
6	Umsetzung des Projektes	25
7	Folgerungen, Empfehlungen, Vorschläge	25
8	Vorschläge für weitere Forschungstätigkeit	31
9	Veröffentlichungen aus dem Projekt	32
	Kontakt	32

Résumé

Depuis 1980, l'article 41.1 de la Loi sur la formation professionnelle qui a été en vigueur jusqu'à fin 2003 offre la possibilité de rattraper le certificat de fin d'apprentissage (certificat fédéral de capacité). Les adultes sans formation professionnelle ou bénéficiant seulement d'une formation élémentaire, mais qui ont une longue expérience professionnelle, doivent pouvoir obtenir un certificat fédéral reconnu. L'enquête dirigée par Regula Schröder-Naef, chercheuse spécialisée dans le domaine de la formation, sur les effets du certificat fédéral de capacité acquis à l'âge adulte, montre que les personnes qui ont passé ce certificat sont très satisfaites. Mais le véritable groupe cible, à savoir les travailleuses et travailleurs sans diplôme, ne fait guère usage de cette possibilité.

Chaque année, quelque 3'000 personnes passent l'examen de fin d'apprentissage après avoir suivi la deuxième voie de formation. Les certificats de rattrapage, qui représentent environ 5% de l'ensemble des certificats de capacité, se concentrent sur quelques métiers seulement. Le pourcentage des personnes sans formation qui profitent de cette possibilité n'est que de 10%. Or 18% des personnes qui exercent une activité professionnelle en Suisse n'ont pas de formation. Et même si la statistique indique que la proportion des immigré(e)s est très élevée parmi les personnes sans formation postobligatoire, le pourcentage des étrangers (et surtout des étrangères) qui passent le certificat à l'âge adulte est comparativement faible. Les auteures en tirent la conclusion que la majeure partie des adultes qui passent un certificat recherchent avant tout la reconnaissance d'un changement d'orientation professionnelle ou la base permettant d'acquérir une qualification supérieure.

Les personnes qui ont obtenu ce certificat se sont déclarées très satisfaites du résultat. Comme effets positifs, elles citent surtout les chances sur le marché du travail, le sentiment de valorisation personnelle et les perspectives professionnelles. Les conséquences sur le revenu sont variables: les maçons et les magasiniers constatent des effets positifs, alors que dans les métiers de la vente le certificat n'est pas intéressant sur le plan financier. Ce qui est frappant, c'est que dans quelques professions, les différences de salaire entre les sexes augmentent après l'obtention du certificat. En outre, les hommes obtiennent une promotion professionnelle plus souvent que les femmes.

Regula Schräder-Naef et Ruedi Jörg-Fromm indiquent différents obstacles qui font qu'il est difficile pour des personnes sans formation postobligatoire de passer le certificat de fin d'apprentissage selon l'article 41:

- Il manque une information systématique sur la possibilité de rattraper le certificat.
- Dans des professions «fermées», comme par exemple celle de coiffeuse/coiffeur, on n'engage que du personnel qualifié. Les personnes sans formation effectuent des tâches qui n'englobent qu'un secteur partiel de la profession, ce qui ne leur permet pas d'acquérir la pratique professionnelle requise.
- Dans de nombreux cantons, il n'existe pas d'offres de préparation au rattrapage du certificat, et dans certains cantons et certaines professions les offres existantes sont coûteuses.
- Les exigences sont très élevées, surtout pour les personnes qui n'ont aucune formation postobligatoire.
- Le soutien des employeurs, des Offices régionaux de placement ou de l'Assurance-invalidité est inexistant ou insuffisant.
- Le temps que requiert la formation charge très lourdement les femmes surtout.
- Le fait d'être de langue étrangère est un obstacle même pour les personnes qui vivent depuis longtemps en Suisse.

Du point de vue des auteurs, il est regrettable que la nouvelle Loi sur la formation professionnelle, entrée en vigueur en janvier 2004, ne comporte plus de réglementation claire de la voie ouvrant aux adultes l'accès au certificat de capacité. Il est vrai que la nouvelle loi continue à autoriser la procédure actuelle; d'autres voies d'obtention du certificat (modules, procédures de reconnaissance) deviennent même possibles. Cette flexibilisation répond en principe aux besoins des personnes qui visent une certification de rattrapage. Mais en même temps, l'information sur les différentes possibilités devient plus compliquée; en fait, les possibilités correspondantes n'existent guère pour le moment.

Pour que des personnes sans formation puissent continuer à rattraper le certificat professionnel, Regula Schräder-Naef estime indispensable qu'on leur offre davantage de soutien. Des projets pilotes, dans le canton de Genève surtout, mon-

trent qu'il est possible d'élever le pourcentage des personnes sans formation et de langue étrangère qui obtiennent le certificat à l'âge adulte. Cela nécessite des services d'information et d'orientation spéciaux, des procédures de reconnaissance et un soutien ciblé. Il faudrait envisager un «apprentissage pour adultes» plus largement ouvert et la reconnaissance de prestations préalables, de diplômes étrangers ou d'une expérience professionnelle. Des cours d'introduction interentreprises, un soutien accru de la part des employeurs et des offres d'accompagnement pour les adultes ayant une formation scolaire insuffisante ou des connaissances linguistiques lacunaires seraient également importants.

Zusammenfassung

Artikel 41.1 des bis Ende 2003 geltenden Berufsbildungsgesetzes bietet seit 1980 die Möglichkeit, den Lehrabschluss nachzuholen. Ungelernte und angelernte Arbeitnehmende mit langer Berufserfahrung sollen auch als Erwachsene einen eidgenössisch anerkannten Abschluss erwerben können. Die von der Bildungsforscherin Regula Schröder-Naef geleitete Untersuchung zu den Auswirkungen des nachgeholtten Lehrabschlusses zeigt: Die Absolventinnen und Absolventen sind zwar sehr zufrieden. Die eigentliche Zielgruppe, Erwerbstätige ohne Abschluss, macht von der Möglichkeit aber kaum Gebrauch.

Jedes Jahr legen in der Schweiz rund 3'000 Personen die Lehrabschlussprüfung auf dem zweiten Bildungsweg ab. Die nachgeholtten Abschlüsse machen etwa 5% aller Lehrabschlüsse aus und sie konzentrieren sich auf nur wenige Berufe. Unter den Personen, die den Lehrabschluss nachholen, sind nur 10% ungelernt. In der ganzen Schweiz sind jedoch 18% der Erwerbstätigen ungelernt. Und obwohl gemäss Statistik der Anteil der Immigrierten unter den Personen ohne nachobligatorische Ausbildung sehr hoch ist, ist der Anteil Ausländer und vor allem Ausländerinnen, die den Abschluss nachholen, vergleichsweise klein. Die Autoren ziehen den Schluss, dass es dem grössten Teil der Absolventinnen und Absolventen um die Anerkennung einer beruflichen Umorientierung oder um die Grundlage für eine Höherqualifizierung geht.

Die Absolventinnen und Absolventen äusserten sich sehr zufrieden mit dem Erreichten. Als positiv werden vor allem die Auswirkungen auf die Chancen auf dem Arbeitsmarkt, auf das Selbstwertgefühl und auf die berufliche Zukunft genannt. Die Auswirkungen auf das Einkommen sind unterschiedlich: Maurer und Lageristen sehen positive Auswirkungen, bei Verkaufsberufen lohnt sich der nachgeholtte Abschluss finanziell nicht. Auffällig ist, dass sich Lohnunterschiede zwischen den Geschlechtern nach dem Abschluss bei einigen Berufen vergrössern. Auch steigen die Männer häufiger in höhere Positionen auf als Frauen.

Regula Schröder-Naef und Ruedi Jörg-Fromm weisen verschiedene Hindernisse nach, die es Personen ohne nachobligatorische Ausbildung schwer machen, den Lehrabschluss nach Artikel 41 abzulegen:

- Es mangelt an einer systematischen Information über die Möglichkeit, den Abschluss nachzuholen.
- In «geschlossenen» Berufen wie zum Beispiel Coiffeuse/Coiffeur bestehen nur für Berufsleute Anstellungsmöglichkeiten. Ungelernte Erwerbstätige arbeiten in Tätigkeiten, die nur einen Teilbereich des Berufes umfassen und haben deshalb keine Möglichkeit, die geforderte berufliche Praxis zu erwerben.
- In vielen Kantonen fehlen Vorbereitungsangebote und in manchen Kantonen und Berufen sind bestehende Vorbereitungsangebote teuer.
- Die Anforderungen sind vor allem für Personen ohne nachobligatorische Ausbildung sehr hoch.
- Es fehlt die Unterstützung durch Arbeitgeber, Regionale Arbeitsvermittlungszentren (RAV) oder Invalidenversicherung (IV).
- Die zeitliche Belastung ist vor allem für Frauen sehr hoch.
- Fremdsprachigkeit ist auch für Personen, die schon lange in der Schweiz leben, ein Hindernis.

Aus der Sicht der Autoren ist es bedauerlich, dass das neue Berufsbildungsgesetz, welches seit Januar 2004 in Kraft ist, für Erwachsene den Weg zu einem Lehrabschluss nicht mehr klar regelt. Das neue Gesetz lässt das bisherige Verfahren weiterhin zu; zudem werden andere Wege zu einem Lehrabschluss (über Module, über Anerkennungsverfahren) möglich. Diese Flexibilisierung kommt grundsätzlich den Bedürfnissen der Nachholenden entgegen. Gleichzeitig wird jedoch die Information über die verschiedenen Möglichkeiten komplizierter; entsprechende Möglichkeiten sind noch kaum vorhanden.

Damit in Zukunft auch Ungelernte den Berufsabschluss nachholen können, seien zusätzliche Unterstützungsangebote erforderlich. Pilotprojekte vor allem im Kanton Genf zeigen, dass es möglich ist, den Anteil an Ungelernten und Fremdsprachigen unter den Absolvierenden zu erhöhen. Dazu sind spezielle Beratungsstellen, Anerkennungsverfahren und Vorbereitungskurse erforderlich. Auch eine breiter angelegte «Lehre für Erwachsene» und die Anerkennung von Vorleistungen beziehungsweise von ausländischen Abschlüssen oder Berufserfahrung sollten geprüft werden. Wichtig wären weiter überbetriebliche Einführungskurse, mehr Unterstützung durch Arbeitgebende und Begleitangebote für Erwachsene mit ungenügender Schulbildung oder mangelnden Sprachkenntnissen.

Projektkoordinaten

Titel: Auswirkungen der Nachholbildung auf die berufliche Weiterentwicklung der Absolventinnen und Absolventen am Beispiel des Lehrabschlusses nach Artikel 41.1 BBG

Projektverantwortung: Dr. Regula Schröder-Naef

Mitarbeit: Dr. Rudolf Jörg-Fromm

EDV-Beratung, Koordination Versand und EDV-Eingabe: Dr. Markus Diem, Basel
Analyse und Zusammenfassung der Daten der Schweizerischen Arbeitskräfte-Erhebung (SAKE): Rolf Lischer, Bundesamt für Statistik, Neuenburg

Begleitgruppe: Corinne Boppart (Interkantonale Konferenz für Erwachsenenbildung, ab 2003), Guglielmo Bozzolini (Stiftung ECAP), Curdin Epprecht (Amt für Berufsbildung Zug, bis 2002), Susanne Erdös (SKV), Ueli Heer (Amt für Berufsbildung Luzern, ab 2003), Corinna Schneider (Coop Personalmarketing, bis 2002), Josef Schuler (Interkantonale Konferenz für Erwachsenenbildung, bis 2002), Regula Zellweger (Schweizerischer Verband für Berufsberatung).

Ziele und zentrale Fragestellungen

Wie wirkt sich der nachgeholt Lehrabschluss nach Artikel 41.1 des Berufsbildungsgesetzes (im Folgenden kurz LAP 41 oder Lehrabschluss nach Artikel 41 genannt) auf die berufliche Laufbahn aus? So lautet die wichtigste Fragestellung unseres Forschungsprojektes. Wir ermittelten die Ausbildungsverläufe und Berufserfahrungen vor der nachgeholt LAP 41. Wir stellten fest, welche Gründe die Absolventinnen und Absolventen für das Nachholen angeben. Und wir fragten nach den Auswirkungen, die der Abschluss für die ehemaligen Absolvierenden hatte und wie diese selbst die Auswirkungen beurteilen. Schliesslich untersuchten wir die Unterschiede zwischen Berufen, Geschlecht und Nationalität.

Im Anschlussprojekt fragten wir nach den Rahmenbedingungen, unter denen Erwachsene in verschiedenen Berufen und Kantonen einen Lehrabschluss nachholen.

3.

Untersuchungsfeld

Der Artikel 41.1 des Berufsbildungsgesetzes (BBG) von 1980 lautet: Mündige Personen, die den Beruf nicht nach diesem Gesetz erlernt haben, werden zur Lehrabschlussprüfung zugelassen, wenn sie mindestens anderthalbmal so lang im Beruf gearbeitet haben, als die vorgeschriebene Lehrzeit beträgt. Sie müssen sich ausserdem darüber ausweisen, dass sie den beruflichen Unterricht besucht oder die Berufskennntnisse auf andere Weise erworben haben.

Artikel 41.1 richtet sich vor allem an erwachsene Frauen und Männer, die nach der obligatorischen Schulzeit keine Berufsausbildung absolviert haben. Ungelernte und angelernte Arbeitnehmende mit langjähriger Arbeitspraxis erhalten damit die Möglichkeit, zu einem eidgenössisch anerkannten Lehrabschluss zu kommen.

In den letzten Jahren legten in der Schweiz jährlich rund 3'000 Erwachsene die Lehrabschlussprüfung nach Artikel 41 ab. Dies sind etwa 5% aller Lehrabschlüsse. Die Anteile sind je nach Kanton und Beruf sehr unterschiedlich.

Die LAP 41 wird mehrheitlich in elf Berufen abgelegt: Kaufmännische Angestellte, Büroangestellte, Verkäufer(in), Detailhandelsangestellte, Lagerist(in), Maurer, Servicefachangestellte, Kosmetikerin, Coiffeur/Coiffeuse, Koch/Köchin, Hauspflegerin.

1998 stammten 79% aller Lehrabschlüsse nach Artikel 41 aus diesen Berufen – bei den Männern sind es 68%, bei den Frauen 87%. In der ganzen Schweiz werden diese elf Berufe aber nur von 21% aller Erwerbstätigen ausgeübt – von 33% der Frauen und 12% der Männer.

Die Hauptuntersuchungsgruppe unseres Projekts bildeten Erwachsene, die den Lehrabschluss nach Artikel 41 in einem dieser Berufe nachgeholt hatten. Um den administrativen Aufwand zu verringern, haben wir die Untersuchung auf die Kantone Zürich, Bern, Luzern, St. Gallen und Basel-Stadt beschränkt, die zusammen knapp die Hälfte aller Absolvierenden des Lehrabschlusses nach Artikel 41 in der Schweiz stellen.

4.

Vorgehen und Methoden

Das Projekt umfasst drei Teilbereiche. In der Haupterhebung im Frühling 2001 befragten wir schriftlich Männer und Frauen, die die LAP 41 in den Jahren 1993 bis 1999 in den oben erwähnten Berufen erfolgreich absolviert hatten. Insgesamt 1067 Personen beantworteten die Fragen zu ihrer Vorbildung, den Rahmenbedingungen des Nachholens und ihrer aktuellen beruflichen Situation.

Die Vergleichsdaten: Das Bundesamt für Statistik ermittelte aus den Daten der Schweizerischen Arbeitskräfte-Erhebung SAKE die gesamtschweizerischen Vergleichsdaten zu Ausbildung, Weiterbildung und Einkommen in den von uns untersuchten Berufen.

Das Anschlussprojekt: Im Frühling 2003 befragten wir Erwachsene, die die Vorbereitung auf den Lehrabschluss nach Artikel 41 abgebrochen oder die Prüfung nicht bestanden haben. Mittels Fragebogen und Interviews fragten wir sie nach den Rahmenbedingungen und den Gründen für den Abbruch oder Misserfolg. Gleichzeitig führten wir Interviews mit den Verantwortlichen in Beratungsstellen, Arbeitsämtern, Betrieben, Gewerkschaften, Schulen und Berufsverbänden und erhoben in Zusammenarbeit mit der Erziehungsdirektorenkonferenz (EDK) die kantonalen Regelungen und Unterstützungsmöglichkeiten beim Lehrabschluss nach Artikel 41.

Wichtigste Ergebnisse

Die Absolventinnen und Absolventen

Berufe: Fast drei Viertel der 1067 Antwortenden der Haupterhebung haben den Lehrabschluss in den Büro- oder Verkaufsberufen erworben. Die kaufmännischen Angestellten und die Büroangestellten machen 59% aus, die Verkaufsberufe stellen mit 15% die zweitgrösste Gruppe.

Dies entspricht der Situation, die die Statistiken zeigen: Die Abschlüsse nach Artikel 41 verteilen sich auf wenige Berufe. Die grösste Gruppe stellen dabei die Büro- und Verkaufsberufe. In vielen anderen Berufen gibt es praktisch keine Erwachsenen, die den Lehrabschluss auf dem zweiten Bildungsweg erwerben. Zu diesen zählen auch Männerberufe, die bei der Erstausbildung zu den häufigsten gehören: Elektromonteur, Automechaniker oder Schreiner.

Geschlecht: Die Daten des Bundesamtes für Statistik zeigen, dass auf dem ersten Bildungsweg deutlich mehr junge Männer als Frauen eine Berufslehre abschliessen. Nur 43% der eidgenössischen Fähigkeitszeugnisse gehen an Frauen. Im Unterschied dazu sind 56% der Absolventinnen und Absolventen des nachgeholtten Lehrabschlusses Frauen. In unserer Erhebungsstichprobe beträgt der Frauenanteil sogar 64%. Der Grund liegt darin, dass sich Frauen bei der LAP 41 noch stärker als Männer auf einige wenige Berufe konzentrieren. Damit sind sie bei den ins Projekt einbezogenen Berufen besonders stark vertreten.

Nationalität: Gemäss SAKE ist der Bildungsstand der ausländischen Erwerbstätigen, vor allem derjenigen aus Südeuropa, deutlich tiefer als jener der schweizerischen. Der Anteil der Ausländerinnen ohne nachobligatorische Ausbildung ist dabei noch höher als jener der Ausländer. Ausländische Erwerbstätige und insbesondere ausländische Frauen könnten also vom Artikel 41 profitieren. In der Erhebungsstichprobe waren 64% der antwortenden Männer Schweizer, 24% stammten aus Südeuropa. Bei den Frauen waren 81% Schweizerinnen, nur 9% stammten aus Südeuropa. Der Anteil Ausländerinnen ist also gering, jener der Ausländer relativ hoch. Dies hängt auch mit den in der Stichprobe untersuchten

Berufen zusammen: Die Mehrzahl der Maurer und Köche sind ausländische Staatsbürger; bei den mehrheitlich von Frauen gewählten Berufen gibt es keinen mit einem hohen Ausländerinnenanteil.

Vorbildung: Gesamtschweizerisch sind laut SAKE 18% der Erwerbstätigen ungelernnt. Bei den Teilnehmenden an der Befragung waren es jedoch nur 10%. Fast die Hälfte der Antwortenden hatten bereits einen eidgenössisch anerkannten Lehrabschluss erworben. Vor allem viele Frauen hatten eine nicht eidgenössisch anerkannte Ausbildung oder Anlehre absolviert, andere eine weiterführende Schule besucht. 9% der Antwortenden hatten eine Ausbildung nur begonnen, aber nicht abgeschlossen. Unter den abgebrochenen Ausbildungen finden sich neben Berufslehren auch Handelsschulen, Tertiärbildungsgänge und verschiedene Hochschulstudien.

Hinsichtlich Staatszugehörigkeit und Geschlecht zeigen sich bei der Vorbildung grosse Unterschiede. Normalerweise hat ein Schweizer Mann vor der Lehrabschlussprüfung nach Artikel 41 bereits eine nachobligatorische Ausbildung absolviert. Zwei Drittel der befragten Schweizer Männer besaßen bereits einen eidgenössisch anerkannten Lehrabschluss. Unter den ausländischen Männern verfügten dagegen 35% über keine nachobligatorische Ausbildung. Der Anteil der Schweizer Frauen, die bereits über einen eidgenössisch anerkannten Lehrabschluss verfügten, ist mit 50% deutlich geringer als jener der Schweizer Männer. 6% der Schweizer Frauen hatten keine nachobligatorische Ausbildung.

Bei den kaufmännischen Angestellten, zu denen mehr als die Hälfte der im Projekt Erfassten gehören, beträgt der Anteil an vorher Ungelernten nur 5%. Nach den SAKE-Daten liegt gesamtschweizerisch der Anteil von Erwerbstätigen ohne nachobligatorische Bildung bei den kaufmännischen Angestellten immerhin bei 10%. Auch in den meisten anderen Berufen ist gesamtschweizerisch der Anteil der Ungelernten deutlich höher als unter unseren Befragten. Eine Ausnahme bilden die Maurer, unter denen gemäss SAKE 31% Ungelernte sind, während mehr als die Hälfte der im Projekt erfassten Maurer keine nachobligatorische Ausbildung absolviert hatten.

Zusammenfassend kann die grösste Gruppe von Erwachsenen, die einen Lehrabschluss nach Artikel 41 erwerben, wie folgt beschrieben werden: Es sind

Frauen und Männer, die im Anschluss an die obligatorische Schulzeit eine Berufslehre, eine weiterführende Schule oder eine andere Ausbildung absolvierten, anschliessend während durchschnittlich 12 Jahren erwerbstätig waren, sich in ihrem oder einem verwandten Beruf weiterentwickelten und dann den Lehrabschluss (meistens als kaufmännische Angestellte) ablegten. Von diesem Grundmuster gibt es zahlreiche Abweichungen. In anderen Berufsgruppen, die in der Untersuchung zahlenmässig weniger ins Gewicht fallen, stellt sich die Situation anders dar.

Gründe für das Nachholen und Rahmenbedingungen bei der Vorbereitung

Die Gründe, weshalb der Lehrabschluss nachgeholt wird, und auch die Rahmenbedingungen des Nachholens hängen stark vom jeweiligen Beruf ab.

Gründe: Fast die Hälfte der Befragten (48%) betätigte sich nach Abschluss der Erstausbildung ausschliesslich im Beruf der späteren Lehrabschlussprüfung nach Artikel 41. Die wichtigsten Gründe für das Nachholen waren die berufliche Zukunft (von 73% der Männer und 69% der Frauen als sehr wichtig bezeichnet) und der Wunsch nach einem anerkannten Abschluss (60% der Männer und 69% der Frauen), gefolgt vom Zugang zu Weiterbildung und dem Erwerb neuer Kenntnisse. Die finanzielle Besserstellung stellte nur für ein knappes Drittel der Antwortenden einen sehr wichtigen Grund dar.

Die Interpretation dieser Gründe muss auf dem Hintergrund der erwähnten Zusammensetzung der Stichprobe erfolgen: Da viele Absolvierende der LAP 41 bereits einen anerkannten Abschluss besitzen, geht es hier oft um die Anerkennung einer Umorientierung oder um die Grundlage für eine Höherqualifizierung oder eine Selbständigkeit. Dies zeigt sich auch daran, dass der Wunsch nach einem anerkannten Abschluss gerade in jenen Berufen am häufigsten geäussert wurde, in denen der Anteil an vorher Ungelernten am geringsten war wie Kosmetikerinnen und Hauspflegerinnen.

Information: Manche Antwortende erklärten, dass sie nur zufällig, über Arbeitskollegen und -kolleginnen oder Bekannte und Verwandte vom Artikel 41 erfah-

ren hatten. Die Arbeitgeber informierten am häufigsten im Verkauf und bei den Hauspflegerinnen (je rund 50%), am wenigsten in den Büroberufen (24%).

Belastung: Sowohl erfolgreiche wie erfolglose Absolvierende erklärten, dass Stress und Zeitdruck durch Arbeit, Schule, Lernen und private Verpflichtungen Probleme bei der Vorbereitung darstellten. Dies wurde von Frauen noch stärker empfunden als von Männern.

Kursangebote: Nur in den beiden grössten Berufsgruppen, den kaufmännischen und den Verkaufsberufen, konnte sich etwa die Hälfte der Antwortenden in speziellen Kursen für Erwachsene auf die Lehrabschlussprüfung vorbereiten. Bei den anderen Berufen sind es weniger als 20%. Bestätigt wird dies durch die Erhebung bei den Kantonen im Anschlussprojekt.

Für Maurer, mit einem hohen Anteil an ungelernten Ausländern, werden an verschiedenen Orten vorbereitende Kurse auf Italienisch angeboten, und es besteht die Möglichkeit, die Lehrabschlussprüfung auf Italienisch abzulegen.

Unterschiede nach Geschlecht: Frauen werden bei der Vorbereitung auf die LAP nach Artikel 41 weniger unterstützt als Männer: Sie werden weniger häufig vom Arbeitgeber auf den Artikel 41 aufmerksam gemacht, können seltener an Kursen des Berufsverbandes teilnehmen und sich während der Arbeitszeit auf die Lehrabschlussprüfung vorbereiten.

Auswirkungen des Lehrabschlusses

Die Befragten sind ausserordentlich zufrieden und stolz auf das Erreichte. Unabhängig von Beruf, Staatszugehörigkeit und Geschlecht erklärten sie mit nur wenigen Ausnahmen, sie würden den Lehrabschluss wieder machen, und empfehlen ihren Weg ausdrücklich weiter.

Die wichtigsten Auswirkungen: Eine Mehrheit der Befragten erklärte bei sämtlichen Aspekten, nach denen wir fragten, dass sich der Lehrabschluss sehr oder ziemlich positiv ausgewirkt habe. Am häufigsten wurden «sehr positive» Auswirkungen (je 51%) auf den Zugang zu Weiterbildung und das Selbstwertgefühl

genannt. Weitere je 33% beurteilen die Auswirkungen in diesen Bereichen als «ziemlich positiv». Mit jeweils rund 45% «sehr positiven» und 44% «ziemlich positiven» Einschätzungen folgen die berufliche Zukunft, die Arbeitsmarktchancen und der Erwerb neuer Kenntnisse. Mit nur 21% Einstufungen als «sehr positiv» und 42% «ziemlich positiv» liegen die Auswirkungen auf das Einkommen an letzter Stelle. 36% der Antwortenden erklärten, dass sich aus der LAP nach Artikel 41 keine Auswirkungen auf das Einkommen ergeben hätten. Die hohe Zufriedenheit ist damit nicht in erster Linie auf finanzielle Auswirkungen zurückzuführen, sondern auf eine Verbesserung der Chancen auf dem Arbeitsmarkt, des Selbstwertgefühls und der beruflichen Zukunft.

Unterschiede: Bei der Einschätzung der Auswirkungen gibt es beträchtliche Unterschiede zwischen den Berufsgruppen. Die Auswirkung auf das Einkommen wurde von Maurern und Lageristen am positivsten beurteilt: 77% stellten positive Auswirkungen fest. In den Büroberufen und im Gastgewerbe sahen zwei Drittel der Antwortenden positive Auswirkungen auf das Einkommen. Dagegen registrierte in den Berufen des Verkaufs, der Pflege und der Körperpflege weniger als die Hälfte der Antwortenden positive Auswirkungen des Lehrabschlusses auf das Einkommen.

Allgemein stellten die Frauen etwas häufiger sehr positive Auswirkungen fest als die Männer. Am deutlichsten wird dies bei den Auswirkungen auf das Selbstwertgefühl, die von 56% der Frauen und 40% der Männer als sehr positiv eingestuft wurden.

Einkommen: Der Vergleich des Einkommens vor der LAP nach Artikel 41 mit demjenigen zum Zeitpunkt der Befragung ergibt insgesamt einen mittleren Zuwachs von 25%. Dieser Zuwachs ist je nach Beruf und Geschlecht unterschiedlich. Eine Rolle spielt auch die Dauer der Berufserfahrung. Die grössten mittleren Einkommensgewinne erzielten die kaufmännischen Angestellten, vor allem die Männer.

Einige der einbezogenen Berufe sind von einem Geschlecht dominiert, so dass die geschlechtsspezifischen Lohnunterschiede in der Stichprobe nicht durchgehend untersucht werden konnten. Wo dies aber möglich ist, bei den kaufmännischen Angestellten, den Verkaufsberufen, den Coiffeuren und im Servicefach,

zeigt sich, dass die bereits vor der LAP nach Artikel 41 bestehende Differenz zu Gunsten der Männer danach noch grösser wurde. Am grössten sind die Lohnunterschiede zwischen Männern und Frauen in den Verkaufsberufen: Auch einige Jahre nach dem nachgeholtten Lehrabschluss lag der durchschnittliche Verkäuferinnenlohn noch deutlich unter jenem von Verkäufern vor dem Lehrabschluss.

Unabhängig von Geschlecht, Nationalität und Berufsgruppe war der Lohnzuwachs grösser, wenn nach dem Lehrabschluss ein Wechsel des Arbeitgebers erfolgte.

Die gesamtschweizerischen Statistiken zeigen, dass es nur bei manchen der untersuchten Berufe klare Einkommensunterschiede zwischen jenen Erwerbstätigen gibt, die den Beruf gelernt, jenen die einen anderen oder jenen, die gar keinen Beruf gelernt haben. Am grössten sind die Unterschiede bei den Köchen und den Hauspflegerinnen. Bei den Servicefachangestellten, den Maurern und den Coiffeuren und Coiffeusen sind sie vorhanden, aber deutlich kleiner. Bei den kaufmännischen Angestellten und den Kosmetikerinnen spielt es dagegen für das mittlere Einkommen keine Rolle, ob der entsprechende Beruf oder ein anderer gelernt wurde.

Eine auffallende Abweichung besteht im Verkauf, wo das gelernte Personal deutlich weniger verdient als jene, die einen anderen Beruf gelernt haben. Dies bedeutet, dass sich ein Nachholen des Lehrabschlusses für die Verkäuferinnen aus finanziellen Gründen nicht lohnt.

Wenn man nach Staatszugehörigkeit unterscheidet, zeigt sich, dass die ausländischen Erwerbstätigen vor dem Lehrabschluss nach Artikel 41 weniger verdienen als die schweizerischen. Diese Lohnunterschiede sind aber weniger gross als diejenigen zwischen den Geschlechtern. Einige Jahre nach der LAP nach Artikel 41 kommen die ausländischen Erwerbstätigen zu den gleichen mittleren Einkommen wie die schweizerischen.

Berufliche Stellung: 47% der Männer, aber nur 27% der Frauen sind seit dem Lehrabschluss nach Artikel 41 beruflich aufgestiegen. Über diesem Durchschnitt liegen die Köche. Einige Jahre nach dem Lehrabschluss war der Anteil der Män-

ner, die eine leitende Stellung einnahmen, mit 55% fast doppelt so hoch ist wie jener der Frauen mit 29%.

In den Berufen, in denen ein Vergleich möglich ist, zeigt sich bei den SAKE-Daten (mit Ausnahme des Verkaufs), dass unter den gelernten Beruflenten der Anteil mit Vorgesetztenfunktionen deutlich höher ist als bei jenen, die einen anderen oder keinen Beruf gelernt haben. Dies trifft am deutlichsten für die Köche und die Maurer zu, beides Berufe mit hohen Männeranteilen, und in geringerem Ausmass auch für die Büroberufe und das Servicefach.

Ebenfalls gemäss den SAKE-Daten haben Frauen immer einen wesentlich geringeren Anteil an Vorgesetztenfunktionen als Männer, im Durchschnitt sind nur halb so viel Frauen Vorgesetzte. Noch grösser ist der Unterschied zu Gunsten der Männer bei den kaufmännischen Berufen und den Köchen. Die Unterschiede bei der beruflichen Stellung sind zwischen den Nationalitäten weit weniger gross als zwischen den Geschlechtern.

Weiterbildung: Während sich gemäss SAKE-Daten durchschnittlich 34% der Erwerbstätigen im Vorjahr beruflich weitergebildet hatten, war der Anteil bei den befragten Absolventinnen und Absolventen der LAP nach Artikel 41 fast doppelt so hoch. Zwei Drittel hatten sich beruflich weitergebildet, viele einen zusätzlichen Berufsabschluss erworben. Dabei ergeben sich keine Unterschiede zwischen den Geschlechtern, jedoch – wie bei den SAKE-Daten – Unterschiede zwischen den Berufen sowie den Nationalitäten.

Arbeitslosigkeit: Nur 51 Personen (5% der ehemaligen Absolventinnen und Absolventen) gaben an, zum Zeitpunkt der Befragung nicht berufstätig zu sein. 31 davon waren es aus familiären Gründen. Als arbeitslos bezeichneten sich nur 8 Personen.

Aus den SAKE-Daten ergibt sich, dass der Anteil an zeitweise Arbeitslosen insgesamt unter den Personen ohne Berufsausbildung deutlich höher liegt als unter den gelernten Beruflenten.

Befragung von Personen, die die LAP nach Artikel 41 nicht bestanden oder die Vorbereitung abgebrochen haben

Muttersprache: Mehr als die Hälfte (15 von 28) der Antwortenden war nicht deutscher Muttersprache. Im Gegensatz dazu sind es bei den erfolgreichen ehemaligen Absolvierenden weniger als 20%. Fremdsprachigkeit scheint auch für Personen, die seit vielen Jahren in der Schweiz leben, ein beträchtliches Hindernis beim Lehrabschluss zu sein.

Motive: Die Gründe für die Vorbereitung auf den Lehrabschluss nach Artikel 41 waren dieselben wie bei der Haupterhebung: Verbesserung der Arbeitsplatzsicherheit und Zugang zu Weiterbildungsmöglichkeiten.

Gründe für Abbruch oder Misserfolg: Am häufigsten kommen in diesem Zusammenhang Zeitprobleme zur Sprache. Vor allem Frauen weisen auf die Doppel- und Dreifachbelastung durch Job, Haushalt und Schulbesuch hin. Bei vielen Erwachsenen mit einer Vollzeitstelle führen zwei bis drei Schultermine pro Woche zu einer zu grossen Belastung.

Für Erwachsene, die die Schule in einem Land besucht haben, in dem kein Französisch gelernt wird, ist die Französischprüfung im Detailhandel eine grosse Belastung und ein Grund für das Scheitern. Die Betroffenen weisen darauf hin, dass die erforderlichen Kenntnisse kaum in Kursen erworben werden können, weil diese auf den schweizerischen Schulkenntnissen aufbauten.

Mehrfach angesprochen wurden in den Interviews auch die finanzielle Belastung und die fehlende Unterstützung durch den Arbeitgeber.

Erhebung bei den Kantonen und Verantwortlichen

Unterschiedlicher Stellenwert: Obwohl Artikel 41 des Berufsbildungsgesetzes für die ganze Schweiz und für alle Berufe gilt, ist die Unterstützung der Erwachsenen, die sich auf eine Lehrabschlussprüfung vorbereiten, in den Kantonen und je nach Beruf sehr unterschiedlich. Während es in einzelnen Kantonen spezialisierte Dienste und Pilotprojekte gibt, die auf die Bedürfnisse von ungelerten Erwach-

senen zugeschnitten sind, und die Vorbereitung in verschiedenen Berufen aktiv unterstützt wird, ist in anderen Kantonen der Stellenwert gering. Als Folge dieser Unterschiede schwanken die Quoten der Lehrabschlüsse nach Artikel 41 im Verhältnis zur Gesamtzahl der Lehrabschlüsse zwischen 0% im Kanton Appenzell und 10% im Kanton Genf.

Kursangebote: In manchen Kantonen gibt es überhaupt keine kantonalen Kursangebote für Erwachsene, die sich auf die LAP nach Artikel 41 vorbereiten, in vielen bestehen solche Angebote nur für kaufmännische Angestellte. Für Berufe im Baugewerbe, im Verkauf, für Coiffeure, Kosmetikerinnen und Hauspflegerinnen gibt es spezielle Angebote des Berufsverbandes und teilweise auch von Schulen. In den anderen Berufen haben die Erwachsenen die Möglichkeit, an Lehrlingskursen teilzunehmen. Ein ausgebautes Kursangebot für viele Berufe besteht in den Kantonen Wallis, Genf, Neuenburg und Tessin.

Kosten: Die Kosten für die Vorbereitungskurse variieren stark. Einzelne Kantone übernehmen sie vollständig, manche teilweise, die meisten jedoch gar nicht. Eine systematische Unterstützung besteht in den Kantonen Genf, Neuenburg, Freiburg und Tessin. Während in diesen Kantonen den Teilnehmenden keine Kosten erwachsen oder die Hauptkosten von einem Fonds übernommen werden, belaufen sich zum Beispiel die Kosten für die Vorbereitung auf den kaufmännischen Lehrabschluss im Kanton Zürich auf 9'600 Franken und im Kanton St. Gallen auf 12'000 Franken. Stipendien werden nur in einigen Kantonen und unter bestimmten Bedingungen gewährt.

Zusätzliche Unterstützung: In einzelnen Berufen bestehen zusätzliche Unterstützungsmöglichkeiten oder -angebote. Die Grossbetriebe im Verkauf, Migros und Coop, beraten und fördern ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter beim Erwerb eines Abschlusses. Im Baugewerbe stehen für die Nachholbildung die Mittel des durch die Sozialpartner geschaffenen Parifonds zur Verfügung. Verschiedene Berufsverbände führen Angebote zur Vorbereitung auf den Lehrabschluss.

Umsetzung des Projektes

Während wir unsere Untersuchung durchführten, fanden die Vernehmlassungen zum neuen Berufsbildungsgesetz (nBBG) und zur Berufsbildungsverordnung (nBBV) statt. Beide wurden am 1. Januar 2004 in Kraft gesetzt. Darin entfällt der bisherige Artikel 41, der den Weg zu einem Lehrabschluss für Erwachsene klar regelt. Das nBBG lässt in Zukunft verschiedene Möglichkeiten zu: neben der Teilnahme an der normalen Lehrabschlussprüfung auch das Abschliessen von Teilprüfungen und das Anerkennen von Erfahrungen, die auf anderem Weg erworben wurden. Diese neuen flexiblen Möglichkeiten sind zu begrüssen; gleichzeitig wird es dadurch für mögliche Interessenten und Interessentinnen noch schwieriger, sich zu informieren und vorzubereiten. Ohne Koordination und klare Information dürften die Unterschiede zwischen den Kantonen und Berufen noch grösser werden.

Die sich abzeichnenden Ergebnisse diskutierten wir deshalb nicht nur in der Begleitgruppe, sondern unterbreiteten sie auch dem Bundesamt für Berufsbildung und Technologie, der Schweizer Berufsbildungsämterkonferenz, der Kommission Berufsbildung der EDK sowie zahlreichen weiteren an den Vernehmlassungen beteiligten Stellen. In Vorträgen und Artikeln wiesen wir auch darauf hin, dass der Informationsbedarf zu den Nachholbildungsmöglichkeiten und der Koordinationsbedarf zwischen den Kantonen und den Verantwortlichen in Zukunft noch höher sein wird.

Folgerungen, Empfehlungen, Vorschläge

Folgerungen

Seit 1980 haben über 30'000 Personen vom Artikel 41 Gebrauch gemacht. Die ehemaligen Absolvierenden sind ausserordentlich zufrieden über das Erreichte.

Die positivsten Auswirkungen sehen sie beim Zugang zu Weiterbildung, beim Selbstwertgefühl, bei der beruflichen Zukunft, den Arbeitsmarktchancen und beim Erwerb neuer Kenntnisse. Angesichts dieser hohen Zufriedenheit stellt sich die Frage, warum nicht mehr Erwachsene diese Chance ergreifen.

Insgesamt haben 18% aller Erwerbstätigen in der Schweiz keine nachobligatorische Bildung, bei den ausländischen Erwerbstätigen sind es 34%. Zwischen dem Anteil an Ungelernten in einem bestimmten Beruf und der Zahl der Teilnehmenden an der entsprechenden Lehrabschlussprüfung nach Artikel 41 besteht jedoch kein Zusammenhang. Ob eine grössere Zahl von Erwachsenen in einem bestimmten Beruf einen Lehrabschluss nach Artikel 41 erwirbt, hängt vielmehr von den entsprechenden Rahmenbedingungen ab. Die Absolvierenden gehören in den meisten Fällen nicht zur anvisierten Zielgruppe von Erwachsenen ohne nachobligatorische Ausbildung. Sie gehören mit Ausnahme der Maurer auch nicht zur Zielgruppe der ausländischen Erwerbstätigen.

Obwohl das Berufsbildungsgesetz gesamtschweizerisch gilt und obwohl Artikel 41 die einzige gesamtschweizerische Grundlage für eine Nachholbildung darstellt, sind die entscheidenden Rahmenbedingungen für Erwachsene je nach Beruf und Kanton sehr unterschiedlich.

Es bestehen folgende Hindernisse und Probleme:

Mangelnde Information: Die Möglichkeit, mit Artikel 41 als Erwachsene oder Erwachsener zu einem anerkannten Lehrabschluss zu kommen, ist wenig bekannt. Es wird nicht systematisch informiert. Bei Interessentinnen und Interessenten besteht Unsicherheit über die Anforderungen.

Keine ausreichende berufliche Praxis: In den «geschlossenen» Berufen wie zum Beispiel Coiffeure/Coiffeuse bestehen Anstellungsmöglichkeiten nur für gelernte Berufsleute. Viele ungelernete Erwerbstätige arbeiten in Tätigkeiten, die nur einen Teilbereich dieses Berufs umfassen. Sie haben deshalb keine Möglichkeit, die geforderte berufliche Praxis von drei bis sechs Jahren zu erwerben.

Fehlende Vorbereitungsangebote: In manchen Kantonen gibt es überhaupt keine Angebote, in den meisten nur für die Büroberufe. Grundsätzlich können zwar die

Kurse für Lehrlinge besucht werden, doch ist dies aus zeitlichen Gründen nur wenigen Berufstätigen möglich.

Hohe Kosten: Die Kosten für die Vorbereitungskurse sind in einigen Kantonen und Berufen hoch. In manchen Berufen müssen teure Privatschulen besucht werden. Auch die Kosten für die speziellen kantonalen Vorbereitungskurse im kaufmännischen Bereich unterscheiden sich stark und sind zumeist hoch.

Hohe Anforderungen für Ungelernte: Probleme beim Lernen des Schulstoffes und der Vorbereitung auf die Lehrabschlussprüfung nach Artikel 41 hatten vor allem Befragte ohne nachobligatorische Ausbildung.

Mangelnde Unterstützung durch den Arbeitgeber: Nur grosse Betriebe, beispielsweise im Detailhandel, betreiben eine gezielte Personalförderungspolitik und unterstützen geeignete Mitarbeitende beim Nachholen. Teilweise erfolgt eine zeitliche oder finanzielle Unterstützung durch den Arbeitgeber. Arbeitgeber in Klein- oder Mittelbetrieben sind kaum über die Möglichkeit der LAP nach Artikel 41 informiert und viele können oder wollen ihre Mitarbeiter und Mitarbeiterinnen nicht unterstützen.

Keine Unterstützung durch Arbeitsämter, RAV oder IV: Gemäss den Bestimmungen dürfen sich Erwachsene weder bei Arbeitslosigkeit auf Kosten des Arbeitsamtes, noch nach einem Unfall oder einer Krankheit auf Kosten der IV über Artikel 41 höher qualifizieren. Priorität hat die schnelle Wiedereingliederung.

Zeitliche Belastung: Vor allem Frauen haben wegen der Vielfachbelastung durch Arbeit, Schulbesuch, Lernen und Familie erhebliche Zeitprobleme. Unter anderem deshalb, weil sie vom Arbeitgeber weniger unterstützt werden. Bei den niedrigen Löhnen, wie sie im Verkauf, Gastgewerbe und für Coiffeusen üblich sind, sind viele Frauen auf eine volle Stelle angewiesen.

Fremdsprachigkeit: Auch für Personen, die seit vielen Jahren in der Schweiz leben, stellt die Fremdsprachigkeit ein Hindernis dar. Nur in einzelnen Berufen kommt man italienisch Sprechenden entgegen. Ein zusätzliches Hindernis ist die zweite Landessprache, wenn diese wie in den kaufmännischen und den Verkaufsberufen bei der Lehrabschlussprüfung verlangt wird.

Die genannten Probleme Information, Ausbildung, mangelnde Unterstützung durch Arbeitgeber, Zeit kumulieren sich bei Ausländerinnen.

Aus diesen Gründen ist es für Ungelernte sehr schwierig, im Erwachsenenalter einen Berufsabschluss zu erwerben. Nur wenigen gelingt es auf diesem Weg, verpasste Bildung nachzuholen.

Gesamthaft gesehen sind die Hindernisse für Frauen beim Nachholen eines Lehrabschlusses höher und ihr möglicher Gewinn in Form einer Lohnerhöhung oder eines beruflichen Aufstiegs kleiner. Dennoch schliessen mehr Frauen als Männer die LAP nach Artikel 41 ab und sind nicht weniger zufrieden mit dem Erreichten.

Empfehlungen

Da in der Schweiz der Zugang zu Weiterbildungen im Tertiärbereich in der Regel an einen Abschluss der Sekundarstufe II gebunden ist, ist es wichtig, dass entsprechende Nachholmöglichkeiten bestehen. Bund, Kantone, Schulen, Arbeitgeber und Verbände sollten prüfen, welche unterstützenden und erwachsenengerechten Rahmenbedingungen mit dem neuen Berufsbildungsgesetz (nBBG) und der Berufsbildungsverordnung (nBBV) Interessenten und Interessentinnen und vor allem auch Ungelernten das Nachholen eines Berufsabschlusses ermöglichen. Gerade die bildungsungewohnteren Erwachsenen sind für ihre Weiterbildung auf Leitplanken und Unterstützung angewiesen.

Um die beschriebenen Mängel zu beheben und um besonders den Frauen und den vielen ungelernten Ausländerinnen und Ausländern ein Aufholen zu ermöglichen, ist eine aktive Weiterbildungspolitik erforderlich. Sie kann sich auf das Gleichstellungsgebot der Bundesverfassung und des neuen Berufsbildungsgesetzes abstützen. Für eine den Zielen des Gesetzes entsprechende Förderung der Berufsbildung tragen der Bund, die Kantone und die Organisationen der Arbeitswelt die Verantwortung gemeinsam. Die folgenden Empfehlungen richten sich an die Adresse dieser Akteure.

Bund

Im nBBG und in der nBBV ist der Artikel 41 über die Nachholbildung nicht mehr zu finden. Es gibt darin aber Bestimmungen über das Anrechnen von Praxiserfahrung und Bildung, die ausserhalb üblicher Bildungsgänge erworben wurden, ebenso über die Qualifikationsverfahren für die nicht formalisierten Bildungen und über die Förderung der berufsorientierten Weiterbildung.

In den neu erlassenen Bildungsverordnungen für die einzelnen Berufe müssen die verschiedenen Möglichkeiten, einen Lehrabschluss nachzuholen, für alle Berufe geregelt werden. Zu denken gilt es dabei insbesondere an jene Berufe, in denen das Nachholen des Abschlusses bisher kaum vorkam, beispielsweise an die neuen Berufe der Informatik sowie der Informations- und Kommunikationstechnologie. Die vom Bund geförderte Weiterbildung und die arbeitsmarktlichen Massnahmen nach dem Arbeitslosenversicherungsgesetz müssen koordiniert werden. Ein grösserer Teil dieser Mittel sollte in die Prävention fliessen, das heisst in Weiterbildung zur Stärkung der Erwerbsfähigkeit.

Gestützt auf Artikel 55 nBBG kann sich der Bund an den Kosten für die Berufsbildung beteiligen. Er kann Beiträge sprechen für Gleichstellungsmassnahmen, für Information und Dokumentation, für benachteiligte Regionen und Gruppen, für die Förderung des Verbleibs im Beruf und des Wiedereinstiegs sowie für die Förderung anderer Qualifikationsverfahren. Diese Beiträge sollten Personen zugute kommen, für die die Hürden beim Nachholen eines Berufsabschlusses heute zu hoch sind.

In den Kantonen Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Tessin und Neuenburg laufen Pilotprojekte, in deren Rahmen die LAP 41 in Modulen und Teilprüfungen erworben werden kann. Im Kanton Genf können Erwachsene sich auserschulische Lernerfahrungen und ausländische Abschlüsse anerkennen lassen und müssen dann nur noch die fehlenden Kompetenzen erwerben. Diese Möglichkeiten, die das nBBG jetzt generell zulässt, nützen den Interessierten aber nur, wenn die entsprechenden Instrumente wie Anerkennungsverfahren und die Definition von Modulen in ihrem Beruf und ihrem Kanton vorhanden sind.

Die Erfahrungen aus den Pilotprojekten müssen deshalb unbedingt berücksichtigt werden, vor allem was die Anerkennung von auserschulischen Lernerfah-

rungen und ausländischen Abschlüssen betrifft, ebenso aber die Erfahrungen mit Gleichwertigkeitsprüfungen, Qualifikationsbilanzen und mit modularer Vorbereitung.

Bereits bestehende Qualifikationsverfahren sollten evaluiert, allenfalls verbessert und auch in anderen Berufen und Regionen umgesetzt, neue Verfahren entwickelt werden.

Kantone und EDK

Die grossen kantonalen Unterschiede bei Stellenwert, Angebot und Unterstützung der Nachholbildung sollten abgebaut werden. Es gilt, die Information über die weiterhin bestehenden und die neu entwickelten Möglichkeiten sicher zu stellen. Im Interesse der Chancengleichheit und einer besseren Förderung der Erwachsenen, die einen Abschluss nachholen wollen, sollten die Kantone stärker zusammenarbeiten. Dabei liefern die Erfahrungen Genfs und weiterer Kantone, die bei der Nachholbildung neue Wege beschritten haben, wertvolle Hinweise. Trotz der Finanzknappheit müssen die Kantone der Versuchung widerstehen, bei der Weiterbildung zu sparen.

Organisationen der Arbeit

In den Bildungsverordnungen und Gesamtarbeitsverträgen sind günstige Voraussetzungen für die Nachholbildung zu schaffen. Dazu könnte ein Recht auf Weiterbildung und ein Anspruch auf Lohnzahlung oder wenigstens die Übernahme der Kurskosten gehören. Damit diese Aufwendungen nicht den einzelnen Betrieb belasten, sind Berufsbildungsfonds zu schaffen. Solche bestehen in einigen Kantonen und Branchen bereits, beispielsweise der «Fonds pour la formation et le perfectionnement professionnels» (FFPP) in Genf und Neuenburg. Das nBBG schafft dafür eine neue Rechtsgrundlage und die Möglichkeit, dass der Bundesrat die Beteiligung aller Betriebe als verbindlich erklärt.

Betriebe

Die Betriebe spielen in allen Phasen der Nachholbildung, von der Information bis zum Lehrabschluss, eine zentrale Rolle. Wichtig ist auch ihre Lohnpolitik: Wenn

sich die Löhne der Gelernten kaum von denjenigen der Un- oder Angelernten unterscheiden, wie das im Verkauf der Fall ist, fehlt ein wichtiger Ansporn zum Nachholen des Abschlusses. Wichtig ist auch, dass die vielen Klein- und Mittelbetriebe (KMU), in denen der grosse Teil der An- und Ungelernten tätig ist, die Möglichkeiten der Nachholbildung kennen und ihrem Personal zugänglich machen. Dabei könnten sie durch finanzielle Anreize unterstützt werden.

Schulen

Für die meisten Erwachsenen, die einen Abschluss nachholen wollen, sind kostengünstige Angebote wichtig. Für Vollzeitberufstätige sind Abendkurse erforderlich. Den öffentlichen Schulen, die günstigere Kurse anbieten können als die privaten, kommt eine besondere Bedeutung zu. Die Lehrkräfte haben regelmässigen Kontakt mit den Kursbesuchenden und sollten in der Lage sein, diese zu beraten und zu unterstützen.

Frauen- und Ausländerorganisationen, Fachstellen, Gleichstellungsbüros

Das Nachholen eines Lehrabschlusses ist eine nachhaltige Massnahme der Gleichstellungspolitik und der Nachqualifikation der vielen eingewanderten Männer und Frauen ohne nachobligatorische Ausbildung. Frauen- und Ausländerorganisationen, private und öffentliche Fachstellen und Gleichstellungsbüros sind aufgefordert, das Problembewusstsein zu erhöhen, über die Möglichkeiten zu informieren und Unterstützung anzubieten oder zu vermitteln.

8

Vorschläge für weitere Forschungstätigkeit

Mit Inkrafttreten des neuen Berufsbildungsgesetzes ergibt sich für den Bund, die Kantone und die Organisationen der Arbeit ein hoher Forschungs-, Entwicklungs- und Koordinationsbedarf auch im Hinblick auf die dort festgehaltenen «anderen Qualifikationsverfahren».

In den letzten Jahren wurden in vielen Ländern Verfahren entwickelt, die es erlauben, Lernerfahrungen anzuerkennen, die ausserhalb der formellen Bildungseinrichtungen gemacht wurden. Es wäre wichtig, diese Möglichkeiten für die Nachholbildung zu prüfen und schweizerische und internationale Pilotprojekte zu vergleichen.

Erwachsene, die sich weiterbilden, bringen sehr unterschiedliche Voraussetzungen mit und haben unterschiedliche Erwartungen an die Weiterbildungsangebote. Diesen Unterschieden versuchen modulare Angebote gerecht zu werden. Ausländische und schweizerische Modelle sollten dokumentiert, evaluiert und weiterentwickelt werden.

Neben Artikel 41 BBG bestehen in der Schweiz auch andere Nachholbildungsmöglichkeiten, die nicht durch eine eidgenössische Gesetzgebung abgestützt sind: Lesen und Schreiben für Erwachsene, Maturitätsschulen, Sekundarschulabschluss für Erwachsene. Die Auswirkungen dieser Nachholbildungen auf die berufliche Entwicklung und die Weiterbildungsbeteiligung gilt es noch zu untersuchen.

9

Veröffentlichungen aus dem Projekt

- Artikel in Panorama 3, 2002: «Die Zielgruppe aber wird verfehlt». Zudem Artikel in mehreren Verbandszeitschriften
- Eine Buchpublikation ist für 2004 im Verlag Rüegger, Chur/Zürich geplant.

Kontakt

Dr. Regula Schröder-Naef, Bildungsforschung
Jacob-Burckhardt-Strasse 19
8049 Zürich
Tel. 01 342 02 51
regula.schraeder@active.ch

Dr. Ruedi Jörg-Fromm
Streulistrasse 24
8032 Zürich
Tel. 01 383 72 16
ruedi.joerg@bluewin.ch